EUROPE

La droite allemande siffle la fin de la récréation budgétaire

9 juillet 2021 Par Romaric Godin

Les conservateurs promeuvent le retour à la rigueur budgétaire après les élections fédérales de septembre 2021. Une position qui se fonde sur l'inquiétude des milieux d'affaires, des épargnants et des cercles économiques, et qui n'augure rien de bon pour la zone euro.

Imprimer

Alors qu'en France, le débat économique est relativement atone, il s'annonce comme un des thèmes centraux de la campagne électorale allemande en vue des élections fédérales qui se tiendront le 26 septembre prochain. Car si, dans la crise sanitaire, l'Allemagne, comme la plupart des pays, a eu un recours massif au soutien public pour préserver son économie, la droite conservatrice entend désormais siffler la fin de la récréation.

C'est en tout cas le sens d'une tribune publiée ce 9 juillet dans la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* (*FAZ*), le grand quotidien conservateur du pays, et signée par six économistes, dont quatre présidents des grands instituts économiques du pays (IFO, RWI, IFW et Walter-Eucken Institut) et deux membres des « sages » chargés de conseiller le gouvernement.

Cette tribune, titrée *« Retour à l'économie de marché »*, réclame *« une fois la page de la crise tournée »*, le *« retour à une normalité empreinte d'économie de marché »*.

Armin Laschet (CDU) et Markus Söder (CSU) présente le programme commun des deux partis le 21 juin 2021. © Odd Andersen / AFP / Pool

Pour ces économistes, l'État est incapable de *« s'adapter »* aux exigences du temps, notamment au changement climatique, à la différence des entreprises soumises à la concurrence. Une fois qu'il a joué son rôle de filet de protection, il doit donc s'effacer. Ces gardiens du temple dénient donc toute pertinence à une *« nouvelle pensée économique »* qui accepterait de laisser filer les déficits et de donner une place importante à l'État dans le cadre de la transition écologique.

Comme à leur habitude, ces économistes jouent sur la crainte de l'inflation, encore très présente chez les Allemands, et réclament en conséquence un retour à la rigueur budgétaire. *« La voie vers davantage de dette publique est liée à un risque significatif de mise en danger de la stabilité des prix »*, proclament les signataires.

Leur projet de transition écologique est donc strictement ordolibéral : l'État ne doit pas intervenir directement dans le marché mais fixer un cadre qui incite l'entreprise à *« décarboner »* l'économie. C'est une idée que l'on retrouve notamment dans le rapport Tirole-Blanchard remis fin juin à Emmanuel Macron (ce qui permet au passage de placer ce rapport en dehors du champ de la *« nouvelle pensée économique »*).

Le débat budgétaire au cœur de la campagne

Cette tribune n'est pas anecdotique. Elle est le signe que la vieille garde économique allemande tient toujours sa ligne et exige un retour au *statu quo ante*. Le prestige de ses signataires outre-Rhin est un élément de poids dans une campagne où, de plus en plus,

le débat porte sur ces questions de la place de l'État dans l'économie et de la politique budgétaire.

Les Verts, actuellement considérés comme les adversaires les plus sérieux des conservateurs de la CDU/CSU, ont clairement, ces derniers jours, demandé une remise en cause de ce mécanisme. Leur porte-parole, Lisa Paus, a fait le lien entre le déficit d'investissement du pays au cours des dernières années, au-delà même de la pandémie, et ce *« frein à l'endettement »*, dans un récent entretien avec le *Financial Times*.

Le parti écologiste est certes, lui aussi, sur des positions très *mainstream* en termes économiques, avec notamment une croyance dans la « croissance verte » et le rôle central de l'entreprise privée dans la transition écologique. Il entend cependant relâcher la pression des règles budgétaires et utiliser l'État pour agir directement.

Lisa Paus propose ainsi que la banque publique KfW vienne combler ce fameux déficit d'investissement en augmentant de 50 milliards d'euros par an les dépenses publiques sur dix ans.

> Elles nous empêchent de faire ce qui est politiquement nécessaire, elles doivent être changées.
>
> Robert Habeck, coprésident des Verts, à propos des règles budgétaires européennes

Enfin, les Verts souhaitent relâcher les règles budgétaires européennes. Le codirigeant des Verts Robert Habeck avait déclaré en janvier que celles-ci étaient *« trop sévères »* et *« manquaient de sens économique »*. *« Elles nous empêchent de faire ce qui est politiquement nécessaire, elles doivent être changées »*, concluait-il.

On comprend alors qui est dans le viseur de la tribune de la *FAZ*. Car, en face, les partis de l'actuelle *« grande coalition »* tiennent la ligne. L'actuel ministre fédéral des finances Olaf Scholz, par ailleurs candidat à la chancellerie d'un parti social-démocrate (SPD) donné seulement en troisième position dans les enquêtes d'opinion, a fermé la porte à toute réforme.

Dans un entretien qu'il a, lui aussi, accordé au *Financial Times*, il réaffirme son attachement aux règles budgétaires allemandes et européennes. Néanmoins, le leader social-démocrate reconnaît qu'il n'est pas raisonnable de revenir au frein à l'endettement allemand dès 2022. Il propose de n'y revenir qu'en 2023, après avoir réalisé encore 100 milliards d'euros d'investissement. Le SPD a, par ailleurs, des projets de hausse d'impôts pour les plus riches pour financer ce retour à la rigueur budgétaire.

La CDU et la CSU proposent un « retour le plus rapide possible à l'équilibre budgétaire et à un niveau de dette publique au-dessous de 60 % du PIB ».

Cette position intermédiaire est cependant rejetée par les deux grands partis conservateurs, CDU et CSU. Dans leur programme commun présenté le 20 juin dernier, ces partis proposent un *« retour le plus rapide possible à l'équilibre budgétaire et à un*

niveau de dette publique au-dessous de 60 % du PIB », le tout sans aucune augmentation d'impôts. Fin 2020, la dette allemande était proche de 70 % du PIB.

Logiquement, un tel projet ne laisse aucune alternative : c'est une austérité budgétaire sévère pour les cinq ans à venir, comparable à celle qui a été menée par l'ancien ministre Wolfgang Schäuble dans les années 2010. Or, cette politique s'est faite avant tout par une compression des investissements publics et une augmentation de la pauvreté, notamment des retraités.

Présenté comme un modéré, le candidat conservateur à la chancellerie Armin Laschet, qui était soutenu par Angela Merkel lors de la primaire interne, semble, sur le plan économique, sur la même ligne que son aile droite, et notamment son ancien adversaire Friedrich Merz, ancien collaborateur de Blackrock, sur la question budgétaire.

D'ailleurs, comme en parallèle, la CDU et la CSU maintiennent leur objectif de neutralité carbone pour 2045 tout en cherchant à protéger les puissantes industries polluantes du pays, on est assez proches de l'esprit de la tribune publiée dans la *FAZ*. L'idée centrale est bien le « ruissellement climatique » puisque, selon les calculs de la *Süddeutsche Zeitung*, le programme fiscal de la CDU et de la CSU profiterait aux plus riches, avec une hausse de leurs revenus de 4,7 %, contre moins de 1 % pour les classes modestes.

Les conservateurs assument donc pleinement leur volonté d'un retour au monde de l'avant-Covid ou presque. Cela est également visible sur le plan européen. Armin Laschet accepte le plan de relance commun adopté par l'UE, mais il ne veut pas aller plus loin. Pas de réforme du pacte de stabilité et même, comme l'a demandé le 20 juin le conseil économique de la CDU, la tentation de rejoindre après l'élection *« l'alliance pour la responsabilité budgétaire »* lancée par l'Autriche avec d'autres pays dits *« frugaux »*.

Éternelles inquiétudes inflationnistes

Cette position n'est pas, en soi, nouvelle. La CDU et la CSU ont toujours été des défenseures de l'orthodoxie budgétaire. Ce sont les partis des milieux d'affaires et des conservateurs allemands, et leur première fonction reste celle de refléter les opinions de cette base. Ainsi, si Angela Merkel a pu apparaître comme modérée à certains moments sur ce plan au niveau européen, il faut relativiser cette modération.

Avant la pandémie, l'Allemagne était attachée à l'équilibre budgétaire et ne s'écartait pas de cette voie. Et surtout, l'assouplissement de la position de Berlin correspondait aussi à des demandes des élites économiques qui devaient faire face aux conséquences de l'austérité européenne, du sous-investissement public allemand et du changement climatique.

Voilà pourquoi la tribune de la *FAZ* est importante. Elle démontre que les milieux économiques, dont les économistes signataires sont les représentants, ont, à nouveau, comme priorités le désendettement et la réduction du rôle direct de l'État.

Cela s'explique par des éléments très concrets : la crainte de l'inflation après la pandémie n'est pas moins irrationnelle qu'avant, mais elle peut s'appuyer sur des hausses ponctuelles de prix liées à la perturbation des chaînes de valeur.

De plus, l'arrivée de Joe Biden au pouvoir aux États-Unis semble réhabiliter l'idée d'une intervention plus massive de l'État pour prendre à bras le corps la transition écologique. C'est cette *« nouvelle pensée économique »* qui est dans le viseur des économistes d'outre-Rhin, car elle est inacceptable de leur point de vue.

Tout cela a de quoi inquiéter l'électeur lambda de la CDU qui, déjà, voit dans la politique de la BCE un rappel de ce que la Reichsbank faisait au début des années 1920. D'ailleurs, depuis quelques semaines, le président de la Bundesbank, Jens Weidmann, ne cesse de tirer la sonnette d'alarme et sort de sa pseudo-neutralité (qui, il est vrai, n'a jamais été réelle qu'autant que les politiques défendaient la *Stabilitätskultur*, la culture de l'inflation faible).

> L'inflation est une tortue des Galapagos.
>
> Jens Weidmann, président de la Bundesbank

Voici deux semaines, il a ouvertement critiqué la volonté d'Olaf Scholz de repousser d'un an l'application du frein à l'endettement. Puis, comparant la hausse systémique des prix à la tortue des Galapagos, que l'on croyait à tort éteinte, il a affirmé que l'inflation n'était *« pas morte »* et a prédit une hausse des prix de 4 % en Allemagne. Du coup, il a en a profité pour réclamer la sortie de la BCE de sa politique accommodante.

Dans un pays d'épargnants comme l'Allemagne, où l'inflation reste l'épouvantail parfait, ces mots du président de la Banque centrale ont de quoi effrayer. Déjà soumis à une baisse des rendements réels, les rentiers outre-Rhin redoutent de voir l'inflation manger leurs économies. Ils réclament donc des politiques pour la contenir, autrement dit un tour de vis budgétaire, mais aussi une modération fiscale pour préserver leurs revenus.

C'est bien dans ce contexte qu'Armin Laschet a adopté la position de la CDU. Avec, il est vrai, un certain succès. Depuis l'annonce du programme, la CDU et la CSU ont repris une avance confortable sur les Verts. Mieux même, leur concurrent à droite, le parti libéral FDP, qui était en hausse depuis quelques mois avec un programme ordolibéral « pur », a commencé à stagner au profit des conservateurs.

Quel ministre des finances après 2021 ?

Certes, il faut distinguer en Allemagne les programmes de campagne des programmes effectifs des coalitions au pouvoir. De ce point de vue, la CDU et la CSU ont déjà prouvé qu'elles pouvaient faire des concessions pour construire une alliance de gouvernement. On pense notamment au salaire minimum fédéral, finalement accepté en 2015 après avoir été longtemps refusé à droite. Mais tout cela dépend évidemment des priorités des partenaires potentiels de coalition et de la nature de ces derniers.

Il est sans doute encore trop tôt pour faire des pronostics de ce point de vue. Mais il paraît, dans la situation actuelle de l'opinion, difficile d'envisager que la position du futur gouvernement allemand ne serait pas celle d'un durcissement budgétaire.

D'ailleurs, Olaf Scholz a prévenu les Verts : leur projet de relâchement du frein à l'endettement n'est pas possible parce qu'ils ne disposeraient pas d'une majorité pour changer la Loi fondamentale, la Constitution fédérale. Autrement dit : SPD, FDP et CDU/CSU tiennent à l'orthodoxie budgétaire.

Même si les Verts parviennent à négocier une coalition avec les conservateurs, on pourrait se retrouver dans un scénario à l'autrichienne.

Même si les Verts parviennent à négocier une coalition avec les conservateurs, on pourrait se retrouver dans un scénario à l'autrichienne, où existe déjà une telle coalition. Les Verts accepteraient d'abandonner les thèmes économiques et financiers généraux à la droite, en échange de certaines politiques ciblées et de promesses d'investissements qui seraient financés par de l'austérité par ailleurs.

Là encore, rien n'est sûr : tout dépendra de l'écart entre Verts et conservateurs et de l'existence, ou non, d'une alliance complémentaire pour la CDU avec les libéraux ou le SPD. En tout cas, la capacité de compromis sur les questions financières de la CDU est sans doute réduite et l'union cherchera probablement à contrôler le très stratégique ministère des finances.

Wolfgang Schäuble a même imaginé, le 3 juillet, dans un entretien avec la *Stuttgarter Zeitung*, un gouvernement conservateur minoritaire s'appuyant selon ses besoins sur tel ou tel allié. *« Le compromis ne doit pas toujours se réduire à trouver le plus petit dénominateur commun, sinon on perd ce dont la démocratie a urgemment besoin : l'autorité »*, a indiqué l'ancien ministre fédéral des finances.

Retour de bâton européen dès 2022 ?

Pour le reste de l'Europe, ces élections fédérales allemandes semblent, en tout cas, sonner la fin de la récréation budgétaire. Avec des conservateurs prêts à écouter l'inquiétude de leur base, les marges de manœuvre de la révision des traités, et même de leur aménagement, semblent très réduites.

L'heure risque donc bien, en 2022, une fois l'élection présidentielle française passée, de revenir au « sérieux budgétaire », quitte à oublier beaucoup d'autres sujets très sérieux comme la cohésion sociale, l'environnement ou même la croissance économique.

Dès le 2 juin dernier, dans une tribune publiée par le *Financial Times*, Wolfgang Schäuble, décidément très loquace en ce début de campagne, mais qui demeure une valeur sûre pour les conservateurs allemands et est cité comme une référence dans le programme de la CDU, appelait à un retour de l'austérité budgétaire en zone euro.

Pour la droite allemande, le coronavirus ne doit être qu'une parenthèse. Une fois la crise terminée, il faut revenir à une stratégie de désendettement des États.

Le plus inquiétant reste que la France se prépare à accompagner et soutenir ce futur tour de vis.

Le plus inquiétant reste que la France se prépare à accompagner et soutenir ce futur tour de vis. Les débats assez lunaires sur la réforme des retraites, alors même que le risque sanitaire n'est pas écarté et qu'il n'y a aucune urgence concernant le financement, le prouvent.

Au reste, les idées développées dans le rapport Tirole-Blanchard, qui doit servir de base au programme d'Emmanuel Macron, ainsi que les idées agitées à droite et même à l'extrême droite (où l'on a souligné l'importance du *« remboursement de la dette »*) semblent très compatibles avec le programme de la droite allemande.

La perspective que dessine cette double échéance électorale pour la zone euro est donc bien sombre : c'est la mise en place d'une politique de destruction de l'État social pour permettre au secteur privé, par des baisses d'impôts, de gérer la transition écologique.

Une telle politique a peu de chance de succès, tant pour contrer un dérèglement climatique et écologique qui s'accélère que pour rétablir la paix sociale et la cohésion européenne. C'est une fuite en avant à haut risque.

Mots-clés

Derniers articles